

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 32

Juin 2010

« Les politiciens battent souvent en retraite mais ne la prennent jamais. »

Yvan AUDOUARD

Édito

UN REcul SOCIAL ABSOLUMENT MAJEUR !

Alors qu'il dévoilait les intentions du gouvernement concernant ce qu'il resterait des retraites, le ministre de la guerre sociale, Éric Woerth, a commis une intolérable provocation en osant parler, à propos de la façon dont la Sarkozie entend prendre en compte la pénibilité d'« une avancée sociale absolument majeure ». En effet, « la reconnaissance d'un métier pénible ouvrira la possibilité, pour le salarié qui l'exerce, d'un départ en retraite à 60 ans, alors que le gouvernement prévoit de relever progressivement l'âge légal de départ, à 62 ans en 2018 ». Respirons un bon coup et réfléchissons. Les salariés qui bénéficieront de cette infinie clémence de la part du patronat pourront-ils partir plus tôt à la retraite ? Aujourd'hui, l'âge légal du départ est pour eux, comme pour tout le monde, de 60 ans. Désormais il sera de 60 ans ! L'« avancée sociale majeure » du gouvernement consiste à leur éviter de trimer deux ans de plus comme les autres et elle ne devrait toucher que 10 000 personnes !

Mais il y a pire. Pour avoir ce droit, il faudra 20 % d'incapacité. Ce qui revient à dire que ceux qui tiennent encore debout, bien qu'exposés à un métier pénible, dangereux ou toxique, devront continuer jusqu'au moment où ils atteindront enfin ces foutus 20 % ! Et le travail de nuit ? Selon la CFDT, « plusieurs études sur le travail de nuit montrent que l'espérance de vie peut être réduite de 8 à 10 ans ». Pourquoi ne pas accorder automatiquement à tous les salariés travaillant dans ces conditions un raccourcissement de leur durée de travail ? Tout simplement parce que le patronat ne le veut pas ! « Diminuer les pénibilités serait un coût pour l'entreprise sans contrepartie, et il n'existe pas de mécanisme d'incitation qui évite aux salariés et aux entreprises qui offrent de bonnes conditions de travail de payer pour les entreprises qui en donnent des mauvaises », écrit Michel Gollac, sociologue et auteur de « Les conditions de travail » (éditions La Découverte). Les rares dispositifs existants ne prennent en compte que certains accidents du travail et un nombre limité de maladies reconnues comme professionnelles. « Ces cas ne représentent qu'une petite partie de la pénibilité et des risques du travail, assure Michel Gollac. C'est donc une question qui se pose pour les années à venir : comment inciter les entreprises à améliorer les conditions de travail ? Woerth, qui impose aux travailleurs deux ans de souffrance supplémentaire, ne s'est évidemment pas préoccupé de ce sujet ! Et la souffrance psychologique ? Il y a des conditions de travail qui entraînent seulement une pression psychologique, mais d'autres qui peuvent entraîner un risque important de dépression, de troubles psychologiques, de maladies psychosomatiques graves et même de suicides. Mais cette pénibilité-là, elle non plus, ne sera pas prise en compte. Les ouvriers souffrent d'une espérance de vie plus courte de sept ans que les cadres. Va-t-on leur permettre de partir en retraite sept ans plus tôt, à 53 ans ? Voilà qui serait juste ! Mais le ministre, qui n'a que le mot "justice" dans la bouche, en pervertit scandaleusement le sens. Alors franchement, entendre Woerth parler d'"avancée sociale absolument majeure", ça nous fait bouillir de colère.

**Par Anthony GRATACOS
Moussy le Neuf (77)**

SOMMAIRE

LA RETRAITE, C'EST QUOI AU FAIT ?P. 2
par Jean-François CLAUDON

GAGNER C'EST POSSIBLE, TOUS ENSEMBLE !P. 3
par Julien GUERIN

CE QUE LA DROITE FAIT SUBIR AUX SALARIÉS ET AUX ACQUIS SOCIAUX !P. 4 et 5
par Johann CESA
et Florent HASPEL

AU PROCHE-ORIENT, L'IMPUNITÉ TUE !P. 6
par Tunjai CILGI

CINÉMA : LIFE DURING WARTIMEP. 7
par Morgan S. TROUILLET

MARÉE NOIRE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE !P. 8
par Laurent JOHANNY



Meeting unitaire à Lyon le 10 juin

**Pour contacter
l'Offensive Socialiste :**

Johann CESA (Bureau National
du MJS) : 06 28 04 71 32

Anthony GRATACOS (rédaction
d'Unité) : 06 19 77 64 08

La retraite, c'est quoi au fait ?

Tout jeune venant de toucher son 1er salaire et qui prend dans ses mains fébriles sa feuille de paye s'exclamera forcément après quelques secondes de joie béate : « Quoi ! Les "charges" me prennent tant que ça ! ». Et il y aura toujours une bonne âme pour lui répondre : « Ne te plains pas, c'est comme ça que tu finances ta retraite ». Dans ce dialogue éculé, deux belles contre-vérités sont proférées ! Au fond, les retraites, c'est comme le temps chez Augustin : tout le monde sait ce que c'est, mais, « si je veux l'expliquer à qui me le demande, je ne le sais plus »... Face aux thuriféraires de la « réforme » des retraites, il faut commencer par donner aux mots leur véritable sens. Ce que certains camarades qui luttent pourtant à nos côtés oublient trop souvent. Accepter les termes de l'adversaire, c'est déjà rentrer dans son jeu et, à terme, reconnaître sa défaite comme inévitable. Au lieu de rester à la surface des choses, il faut être radical, c'est-à-dire « aller à la racine », comme le disait Marx.

Notre système de retraite a tout d'abord une histoire. Si la place nous manque pour la relater, on peut toutefois tirer deux grandes leçons de la construction de celui-ci. La question du financement de la vie des aînés a toujours été le cadre d'une lutte entre deux conceptions : une définition de la pension comme un salaire continué, fondé sur le statut du travailleur, et une autre comme étant le fruit d'une épargne retraite fondée sur sa prévoyance. La seconde contradiction qui traverse notre système de retraites et qui recoupe en partie la première, c'est le dilemme entre répartition et capitalisation. Le débat a été tranché en 1945 avec l'établissement d'un système basé sur la cotisation sociale et la solidarité intergénérationnelle. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que le jeune qui se plaint des charges à la lecture de sa première feuille de paye a tout faux ! Car ce qu'il appelle des « charges », n'en sont pas. Les cotisations prélevées font partie intégrante du salaire total, dit super-brut (net + cotisations sociales + cotisations patronales). La preuve ? Prenons l'exemple d'un salarié au smic. Quand on allège les fameuses « charges », celui qui paie l'addition est le salarié puisque, d'un part, son super-brut passe de 1949 euros à 1600 (-18 % !) et, d'autre part, l'État compensera le manque à gagner de 349 euros pour le régime général en piochant dans son budget, donc dans les poches des contribuables qui sont dans leur écrasante majorité des salariés. Les « charges » ne sont pas des ponctions sur le salaire, puisque, quand on « allège » ces cotisations, les salariés écopent de la double peine !

Tout à sa surprise, le jeune oublie une chose centrale. C'est que notre système de retraites institue des ayants-droits dont l'effectif définit des « besoins de financement ». En réalité, il n'y a pas plus de « privilégiés » ou encore de « déficits » que de « charges ». Il n'y a que des ayant-droits et des besoins. Le patronat, la droite et leurs plumitifs nous bassinent tous les jours les oreilles avec les « déficits » de nos caisses de retraites, parce que ce terme suggère qu'ils ne peuvent pas être financés et que le système va à sa perte. En réalité, notre système de répartition n'est qu'une grande machine qui détermine en fonction du nombre d'ayant-droits les cotisations à prélever sur les salaires et les transforme automatiquement en pensions. Ainsi, la bonne âme qui s'est empressée de remonter le moral du jeune salarié s'est elle aussi plantée dans les grandes largeurs, car elle ne comprend pas que ce transfert de fonds se fait en direct. C'est une énormité que de dire que le salarié finance sa retraite en cotisant au régime général. Personne ne peut le faire. En cotisant en 2010, on finance les pensions des retraités de 2010 et non la sienne en 2040 ou en 2050 ! Ce n'est pas de l'épargne, c'est de la répartition et c'est surtout du salaire ! La droite aux ordres du Medef disserte sur la situation en 2050, par définition imprévisible, alors que la répartition s'opère en réalité de façon instantanée...

Depuis 1993, en passant par les lois scélérates de 2003 et de 2008, le patronat, les agences de notation et les fonds de pension imposent une politique extrêmement cohérente. Ils veulent que nos pensions ne soient qu'un revenu minimal et individualisé garanti par l'État. C'est la fameuse « retraite par points » promue par toutes les officines libérales. Ce matelas maintenu dans le giron « public » de la répartition doit être suffisamment bas pour que les salariés soient contraints de recourir à la capitalisation, mais suffisamment haut pour qu'ils acceptent de prendre le risque de jouer leur pécule en bourse. Ce mouvement que la classe d'en face veut faire prendre au système des retraites est proprement réactionnaire, puisqu'il s'agit à leurs yeux de contrecarrer le double mouvement progressiste de hausse des pensions et de continuation du salaire en elle qui est au cœur de nos retraites depuis plus de 50 ans.

Par Jean-François CLAUDON
Paris (75)

Pour aller plus loin : CHAVIGNE & FILOCHE, *Une vraie retraite à 60 ans, c'est possible*, JC Gawsewitch, coll. « Coup de Gueule », 2010. FRIOT, *L'enjeu des retraites, La Dispute*, coll. « Travail et salariat », 2010.

Le gouvernement, aux ordres du MEDEF, le doigt sur la couture du pantalon devant les exigences libérales des agences de notation vient d'annoncer la couleur : la fin de la retraite à 60 ans pour tous les salariés et un nouvel allongement de la durée de cotisation. Public, privé, nous voilà tous logés à la même enseigne : il faudra travailler plus longtemps pour toucher une retraite à taux plein.

Le monde du travail, les organisations syndicales et les partis de gauche doivent donc se préparer à une bataille politique et sociale d'envergure. La droite garde en mémoire la mobilisation de novembre et décembre 1995. Ce mouvement avait alors marqué un tournant important permettant aux salariés de relever la tête après une décennie marquée par la triomphe du libéralisme et la fin annoncée de l'histoire dans le paradis capitaliste. Chirac et son 1^{er} ministre Juppé en étaient ressortis KO debout. Cette belle victoire sociale avait ouvert la voie au succès de la gauche lors des législatives anticipées de juin 1997 en poussant le PS à radicaliser son projet pour offrir une issue politique majoritaire. En mai et juin 2003, le même Chirac, secondé par Fillon et Raffarin, a dû affronter un nouveau bras de fer avec les travailleurs sur la question des retraites. La grève générale était alors à portée de main, mais les tergiversations de plusieurs directions syndicales, la trahison de l'une d'entre elles en pleine bataille et le manque de débouché politique immédiat ont conduit à une défaite de notre camp. Les fonctionnaires sont alors passés à 40 ans de cotisation, tandis que les salariés du privé y étaient depuis 1993... La droite a su jouer de ces divisions, tandis que les sempiternels et hypocrites appels à l'équité lui ont permis de prendre le dessus.

La contre-réforme de 2010 attaque tous les salariés, il n'y a donc aucun prétexte à la division. Les 4, 5 millions de salariés du public et les 18, 5 millions du privé ont donc plus que jamais les mêmes intérêts à défendre et doivent avancer la perspective d'un tous ensemble, d'un nouveau décembre 1995 pour l'emporter. Dans cette bataille, notre camp dispose de ce 1^{er} atout considérable : celui de force et du nombre. Deuxième atout de choix : tous les partis de gauche (du NPA au PS en passant par les Verts et le Front de gauche) défendent la retraite à 60 ans. Toute la gauche affirme d'une même voix que les 60 ans ne constituent pas un dogme comme l'affirme le directeur du FMI, mais une grande conquête sociale de 1981. Du côté des organisations syndicales, FO, la CGT, la FSU, l'UNSA, la CFDT défendent eux aussi ce droit pour lequel des générations de travailleurs se

sont battues. Depuis quelques semaines, une série de meetings unitaires initiés par ATTAC et la Fondation Copernic a lieu dans toutes les villes du pays. Ces réunions rencontrent un succès grandissant, donnent aux militants des armes pour les bagarres à venir et permet à chacun de prendre confiance dans les possibilités de faire reculer le gouvernement. Une 1^{ère} journée de manifestations a eu lieu le 25 mai dernier et une autre se déroule le 24 juin. Cependant, pour l'emporter contre Sarkozy et sa clique un nouveau palier devra être franchi dans la mobilisation. C'est là où le bat blesse... Derrière l'unité affichée autour de la défense des 60 ans il existe des divisions sur la manière de passer à l'offensive pour l'emporter. FO tempête pour le moment dans son ghetto et s'isole tandis que la CFDT, plus qu'ambiguë, ne veut pas aller trop loin dans la mobilisation. La CGT, en position centrale, semble hésiter sur la marche à suivre entre la construction d'un mouvement en profondeur et une stratégie de journées de grève dispersées et étalées dans le temps. Politiquement, l'aile droite du PS (Valls, Hollande,...) continue à faire de la surenchère dans le soutien au plan gouvernemental.... C'est une faute politique grave que viennent de commettre certains « socialistes » en apportant leur appui à Sarkozy sur ce point central pour tous les salariés de notre pays.

Pour réussir la mobilisation, plusieurs conditions doivent être réunies : toute la gauche doit affirmer qu'elle reviendra à la retraite à 60 ans à taux plein pour tous et remettra en cause l'allongement de la durée de cotisation issue des réformes de 1993 et de 2003. Les syndicats restent bien sûr maîtres de leur ligne, mais il faut être lucides : les journées d'action sans lendemain ont montré leurs limites et ne sont pas de nature à faire reculer la droite. Pour gagner il faut, dès aujourd'hui, envisager un mouvement d'ensemble qui fasse converger toutes les forces politiques et sociales autour d'une revendication claire : battre Sarkozy. Bien entendu un tel mouvement ne se décrète pas, mais il se prépare, il se construit dans les entreprises, les administrations et les établissements. Dès aujourd'hui, un seul mot d'ordre doit être mis en avant : tous ensemble ! Un seul objectif : l'unité des salariés pour faire reculer la droite par la grève. Une seule perspective : un projet politique de rupture où la gauche affirme qu'elle est prête à gouverner dès maintenant !

**Par Julien GUERIN
Melun (77)**

Dès son retour au pouvoir en 1993, la droite est sortie du bois et a, étape après étape, infligé des véritables tours de vis sociaux aux salariés en prenant comme prétexte le fameux « Livre Blanc » de Rocard.

La « réforme » Balladur-Veil de 1993 s'est attaquée, en plein été, à la retraite du régime général des salariés du secteur privé. Elle a augmenté la durée de cotisation de 2,5 annuités (de 37,5 à 40). Elle a fait passer le nombre des meilleures années prises en compte pour le calcul de la retraite de 10 à 25. Depuis, les pensions ne sont plus indexées sur les salaires, mais sur les prix. Conséquence : la baisse des pensions alors que la droite jure la main sur le cœur qu'elle ne les avilira jamais. Elles ont bel et bien baissées, ceux qui valident leurs trimestres aujourd'hui peuvent en témoigner ! Aujourd'hui, on calcule le salaire de référence sur 25 ans (au lieu de 10), on établit une décote de 1.25% par trimestres manquant et on calcule au prorata du nombre de trimestres cotisés par rapport aux nombres de trimestres exigés. Sans compter les décotes de la retraite complémentaire. Malheur aux salariés du privé qui ne valident pas les 160 trimestres !

Les réformes de 1993, 1994, 1996 et 2003 des retraites complémentaires (Arrco pour l'ensemble des salariés et Agirc pour les cadres) ont provoqué l'augmentation du prix d'achat de la valeur du point et une baisse de la valeur du point servant de base au calcul de la retraite. Le point est plus cher et il vaut moins ! Résultat : baisse des pensions complémentaires.

En 2003, François Fillon, alors Ministre des Affaires Sociales s'attaque à la Fonction Publique. En 5 ans, les salariés du public voient leurs durées de cotisations exigées passer de 37.5 à 40 ans. Une décote est même instaurée, elle atteindra, en 2015, 5% par année manquante. En 2008, tout le monde est logé à la même enseigne : 40 annuités pour tous ! Tous ? Non, une poignée d'irréductibles régimes spéciaux résistent encore et toujours aux coups de bambous de la droite. Sarko et Bertrand s'engagent cette année là à abattre ces « monstrueux » acquis sociaux conquis par des années de luttes ! En fait, malgré ce qu'il veut nous faire croire, Sarko n'a pas remporté cette bataille, il existe bon gré mal gré des droits spécifiques pour ces salariés. Les mesurètes de Sarko n'ont fait gagner que 0, 1% du montant total des pensions versées. Maigre bilan...

Mais le bilan pour les salariés qui partent en retraite aujourd'hui est tout autre : 1 million de salariés vivent sous le seuil de pau-

vreté, 50% des retraités touchent une pension nette inférieure à 1050€. Dans son rapport de 2001, le COR établit une baisse de près de 20 points du taux de remplacement (rapport entre la première pension et le dernier salaire versé) entre 1995 et 2030. Près de 240 €/mois en moins pour nos pensions, si ce n'est pas une paille ça !

... et ce qu'elle nous prépare

Réforme la plus importante du mandat de Nicolas Sarkozy que ce dernier a élevée au rang de dernière chance pour regagner sa popularité et pour être réélu en 2012, la réforme des retraites sera au centre du débat politique cette année. Le plus scandaleux, c'est que cette année, il n'y avait pas de rendez-vous programmé, comme ont pu l'être les réformes de 2003 et 2008. Eric Woerth l'a avoué du bout des lèvres : le « marché » a besoin d'être rassuré, montrons à la planète-finace que nous sommes capables de serrer encore un peu plus la ceinture des salariés au profit de quelques rentiers en mal de rentabilité à deux chiffres. Montrons aux agences de notation - les mêmes qui ont plongé dans le marasme les banques et aujourd'hui les États- que nous sommes capables de serrer la vis. Il est urgent, voir crucial, pour Sarko et sa bande du Fouquet's, de garder cette sacro-sainte note de AAA.

La droite a peur de ce rendez-vous crucial pour 2012. Elle avance masquée avec des slogans comme « réussissons une réforme juste » et des campagnes de pub dans les médias. Derrière cet écran de fumée se cache un projet destructeur pour notre pays. La droite prend comme prétexte la crise et de prétendus déficits abyssaux pour infliger aux salariés une sévère punition. Face à ce gouvernement qui nous tend le bâton, c'est tout le peuple de gauche qui doit répondre présent ! Ne payons pas leur crise, celle des représentants du capitalisme, des banqueroutiers et des traders ! Pas de régressions sociales pour nos retraites !

Après s'en être pris aux retraites des régimes spéciaux au début de son mandat, Sarkozy s'attaque maintenant à tous les salariés ! Il y a pleins de centaines, répète-t-il en boucle. Il faudra donc travailler jusqu'à 62 ans, voire 67 ans pour toucher au final une pension de misère.

Le constat démographique dressé par la droite est erroné. En effet, on comptera en 2050 1, 2 cotisants pour 1 retraité, alors qu'aujourd'hui, on en compte 1, 8 pour 1 retraité. Mais le gouvernement oublie de préciser qu'avec le doublement notre productivité d'ici à

salariés et aux acquis sociaux !

2050, 1, 2 actifs en 2050 vaut 2, 4 actifs aujourd'hui. Autre oubli volontaire, le nombre de retraités devrait fortement augmenter avec l'arrivée à la retraite des baby boomers, toutefois ces derniers ne sont pas immortels et la génération qui suit sera beaucoup moins importante. Le nombre de retraités devrait stagner voir régresser, il n'y a donc aucune raison de tomber dans le piège du catastrophisme. Ensuite, lorsque le gouvernement nous présente ses propositions inspirées du Medef et s'appuyant sur le rapport du COR, il procède à une sélection des différentes solutions envisagées par ce dernier. En effet, le gouvernement ne retient que l'hypothèse n°1 qui prévoit l'allongement de la durée de cotisation. Néanmoins, il oublie de nous dire que, si nous retenons cette hypothèse, il faudra augmenter de 7 ans la durée de cotisation pour atteindre l'équilibre souhaitée. Même en relevant l'âge de départ en retraite de 3 ou 5 ans, ils ne financeront que 40% du déficit programmé. Cette décision signifie que les salariés ne pourront profiter des années de retraite où ils sont physiologiquement en bonne santé. Entre 60 et 65 ans, ce sont les meilleures années en retraite, mais les pires années au travail.

En plus, il n'est pas sûr que l'espérance de vie continue à augmenter, car le travail tue, plus qu'on ne le croit. De plus, que vont devenir ces milliers de jeunes déjà au chômage, si les seniors travaillent jusqu'à 62 ans ? En outre, sur le sujet de la pénibilité, le gouvernement vient de proposer que les salariés signifieront individuellement leurs souffrances liées au travail ! « J'ai le dos en compote, je viens d'avoir 53 ans et je n'en peux plus, je n'arrive plus à soulever les briques », réponse du gouvernement : « Très bien, vous pourrez partir à la retraite à 60 ans et vous aurez une petite pension de 500 €, mais au moins vous ne souffrirez plus » Au lieu de donner des solutions aux difficultés que vivent quotidiennement les salariés, le gouvernement leur propose comme unique horizon la précarité généralisée.

Les réponses du PS

Face aux problèmes des recettes des caisses de retraites, les socialistes démontrent que notre système de retraite n'arrivera pas à l'équilibre tant que nous ne sortirons pas notre pays du chômage de masse. 4,5 millions de chômeurs en moins, cela représenterait 22,5 milliards d'euros de cotisations en plus en 2010. Sur l'emploi des seniors, la droite a échoué depuis 2002, malgré une multitude de mesures à effet d'aubaine pour les entreprises. Les socialistes proposent des solutions simples et efficaces pour lutter contre

ce fléau qui consiste à faire croire aux salariés de plus de 50 ans qu'ils n'ont plus d'utilité et qu'ils seraient devenus improductifs... Mettre en place ces mesures, cela revient à gagner au moins 11 milliards d'euros. De plus, n'oublions pas les centaines de milliers de travailleurs sans papiers qui doivent être régularisés. Les cotisations, on saura toujours où aller les chercher ! Pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de retraites, le PS propose d'augmenter les cotisations salariales et patronales de 0, 1 point chacune pendant 10 ans, ce qui apportera 12 milliards d'euros à nos caisses. Enfin, le PS réaffirme son attachement en faveur de la redistribution des richesses en taxant le capital, via une taxation des bonus et des stock options, recettes : 25 milliards d'euros. Vous nous avez plongés dans la crise, il est temps de rendre la monnaie de votre pièce !

Au gouvernement qui affirme que nous voulons taxer toujours plus les entreprises et les salariés, nous répondrons que Sarko a créé une quinzaine de nouvelles taxes (ex : franchises médicales) depuis le début de son mandat, toutes plus injustes les unes que les autres, car elles touchent les familles les plus démunies. Qui plus est, nous lui dirons que les entreprises feraient mieux de financer notre retraite par répartition, celle des salariés, plutôt que d'engraisser les fonds de pension et financer l'épargne retraite exposée aux folies spéculatives, ainsi que les retraites chapeaux qui se chiffrent en millions d'euros. Concernant la fiscalité des PME, une modulation de l'impôt sur les sociétés sera envisagée. Les socialistes proposent d'élargir l'assiette des cotisations. Participation, intéressement : ces revenus d'après la Cours des Comptes représentaient 17,6 milliards d'euros en 2007.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, les Français jugent nos propositions plus crédibles que celle du Gouvernement. Celles de Sarko se veulent justes, mais justes pour qui ? Avec les rentiers ? Le Medef ? Nos propositions reprennent les aspirations des millions de salariés qui veulent profiter de leurs retraites et vivre décemment. Nous défendons toujours les intérêts des salariés et c'est pourquoi nous proposons une réforme à même de redistribuer les richesses à leur profit !

**Par Johann CESA
et Florent HASPEL
Saint-Etienne (42)**

Au Proche-Orient, l'impunité tue !

Comme beaucoup de citoyens légitimement choqués, nous condamnons avec force et fermeté l'attaque conduite par le gouvernement d'Israël contre la flottille qui transportait de l'aide humanitaire pour les Gazaouis. L'attaque menée par les commandos israéliens a fait 10 morts et plus de 30 blessés parmi les membres du convoi dans les eaux internationales ! En s'en prenant à un convoi humanitaire, dans les eaux internationales, alors qu'il n'en a absolument pas le droit, le gouvernement israélien a encore une fois montré que la légalité lui importe peu.

Cette flottille humanitaire internationale qui associait des membres de différentes ONG et des députés européens avait une fonction symbolique. Celle de montrer au monde avec quelle inhumanité le gouvernement israélien persiste dans le blocus de Gaza, comparable aujourd'hui à une prison à ciel ouvert, et dans quelles conditions vivent plus de 3 millions de Gazaouis. Il continue ses agressions contre le peuple palestinien et, dans le même temps, intensifie la colonisation qui réduit de plus en plus les territoires contrôlés par l'OLP à une peau de chagrin. La colonisation israélienne se poursuit en effet en chassant de force les Palestiniens de leurs terres et de leurs habitations et ce, malgré l'appel des autorités légitimes de la Palestine à poursuivre les négociations démocratiques pour la paix et pour un État palestinien. Le gouvernement israélien entretient les haines en menant une politique cynique, niant l'existence des palestiniens et détruisant méthodiquement l'État dont il se sont doté.

Cohérent avec lui même et sûr de son bon « droit », le gouvernement israélien, avec la complicité et la duplicité des membres permanents du Conseil de sécurité, persiste dans son refus de rendre compte devant les tribunaux internationaux des massacres de Gaza, qui ont fait 1800 victimes civiles en 2008. On attend toujours la suite du rapport Goldstone... La clique aux ordres de Tsahal et des faucons du Pentagone n'a peur de rien et refuse toujours de signer le Traité de Non Prolifération Nucléaire (TNP), conclu la semaine dernière entre 89 États et traçant notamment la perspective d'un Proche-Orient dénucléarisé. Ce qui n'empêche pas Israël, en bonne puissance atomique, d'exiger des membres permanents du Conseil de sécurité, pourtant à l'origine de la prolifération nucléaire dans le monde, le plus strict respect du TNP dans le dossier iranien ! Décidément, le gouvernement d'Israël fait fort sur tous les plans... Son bellicisme risque une nouvelle fois de provoquer un conflit d'ampleur au Proche-Orient qui ferait des peuples de la région les premières victimes.

Il faut être clair, il n'est pas question ici de se prononcer contre le peuple israélien, ni contre l'existence d'un État israélien. La preuve que l'identification abusive des Israéliens à leur État est sans fondement ? Des personnalités et intellectuels israéliens d'Europe viennent de s'associer pour rédiger une tribune qui condamne la politique de leur gouvernement contre la Palestine. Mais si, comme eux, nous condamnons avec fermeté l'attaque du gouvernement israélien contre la flottille humanitaire internationale et le blocus de Gaza, nous refusons que cette agression inique de Tel Aviv soit instrumentalisée pour servir les intérêts de certaines puissances, qui veulent susciter un conflit au Proche-Orient dans le seul but de piller les richesses pétrolières de la région. De la même manière, nous refusons que cette condamnation puisse cautionner la politique réactionnaire des monarchies absolues corrompues du Golfe. Nous appelons les citoyens et particulièrement la jeunesse à ne pas se laisser manipuler par certains propos et certains médias qui mènent une campagne dont le but est d'exciter ou bien l'antisémitisme, ou bien le racisme anti-arabe. Nous ne voulons ni l'un ni l'autre, nous sommes pour la paix entre les peuples, car nous sommes fidèles à l'internationalisme ouvrier. La seule guerre qui vaille est celle qui unit les peuples contre les tyrans !

« L'ennemi principal est dans notre pays », disait Karl Liebknecht en 1915. Ce cri n'a rien perdu de sa force en 2010. Encore aujourd'hui, il faut défendre sans relâche le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Si nous sommes pour l'arrêt immédiat du blocus de Gaza et de la colonisation des terres palestiniennes, nous n'avons aucune illusion sur les islamistes au pouvoir à Ramallah qui ont construit leur succès sur la misère et le désarroi des Palestiniens. De même, nous défendons inconditionnellement les travailleurs israéliens contre leur État théocratique et militariste qui s'oppose à leurs intérêts. Le peuple palestinien et le peuple israélien ont tout deux le droit légitime de se doter d'un État indépendant, démocratique, laïque et viable. Et si, au Proche-Orient, les hommes faisaient le pari de la démocratie, de la paix, de l'amitié et de la solidarité entre les peuples ? Ce n'est pas un doux rêve, mais une tâche enthousiasmante. Pour la mener à bien, il faudra commencer par défaire les marchands de canons, les galonnés, les bureaucrates et les terroristes dont l'état de guerre assure la domination sur les deux peuples.

**Par Tunjai CILGI
Pau (64)**

Life during wartime

Tandis que James Cameron battait son propre record du film le plus rentable avec *Avatar*, il était plus difficile de trouver à l'affiche le dernier film de Todd Solondz. En deuxième semaine, il ne restait que deux salles dans Paris pour diffuser *Life During Wartime*, pourtant lauréat au dernier festival de Venise pour son scénario. C'est que Todd Solondz semble être réellement l'un des derniers indépendants américains, l'industrie Hollywoodienne ayant phagocyté les autres par le circuit Sundance. Un tel désamour s'explique peut-être par le fait que le film, à l'inverse des messages à la morale gentille, se refuse à tout schéma dogmatique simpliste. Le terrorisme ou la guerre en Irak sont au centre de nombreuses productions américaines, aussi bien pour les blockbusters que des films jugés « d'auteur ». Il fallait la terrible satire de Todd Solondz contre la classe moyenne américaine pour rappeler que, si la vie continuait pour tous les Américains, le cinéma aussi continuait de tourner. Vivre en temps de guerre, c'est avant tout filmer en temps de guerre.

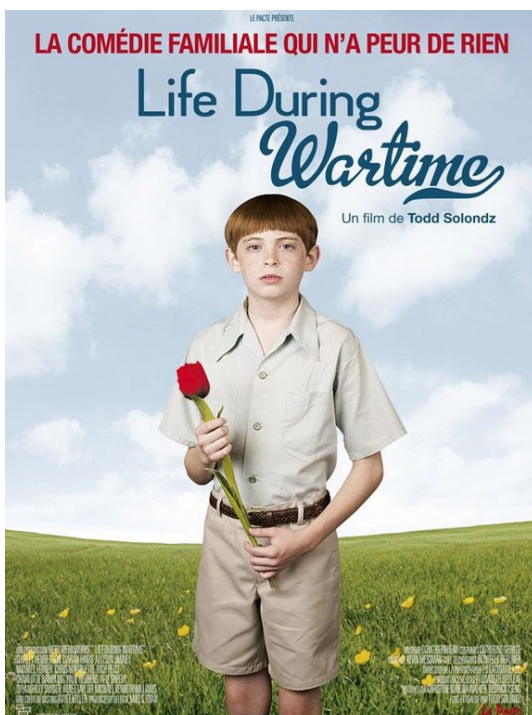
L'Amérique se montre sous ses plus brûlantes couleurs dans la Floride composée par Todd Solondz, du kitsch à la grossièreté en passant par le fantastique. C'est une société parasitée de l'intérieur que nous montre le film : la violence est toujours présente, dans les propos, les sous-entendus, les stéréotypes, ou encore dans les rapports sexuels. Cependant, l'image même propose dans le film une échappatoire. Que les amants morts qui viennent hanter Joy soient réels ou imaginaires, ils sont par la caméra, tout comme ce père qui manque et se laisse apercevoir à la fin. Se donner à voir, voilà ce que semble poser la mise en scène de Todd Solondz, surtout que « la guerre se passe aussi à l'intérieur de chaque personnage ». Comment supposer que la caméra puisse rentrer en profondeur dans la psychologie des personnages, elle qui ne peut que l'effleurer en captant leurs gestes du quotidien ? La solution est apportée par les propos tenus dans le film, contenue dans la question qui ne cesse de revenir : « comment pardonner et oublier ? » En effet, il s'agit autant de faire la guerre que de gérer moralement ses répercus-

sions. Si la caméra n'a pas le pouvoir de pardonner, elle peut oublier. Ou montrer. C'est elle qui compose ce que, au fond, l'on sait. Tous les traits de la satire, qui donnent à sourire d'abord, rendent ensuite le spectateur extrêmement mal à l'aise. Vivre en temps de guerre devient rapidement vivre tout simplement et les temps de guerre deviennent la seule existence possible.

Etrange message que l'oubli et le pardon pour un film qui n'a eu que peu d'échos, comme s'il se donnait déjà pour programme d'être oublié. Cathartique, la comédie satirique réfute finalement tout dogmatisme parce que justement, elle a fait le choix de n'effleurer que ses caractères. Les images fulgurantes passent -les maisons jaunes, une femme la nuit- mais seules les impressions restent. Il faut, à la sortie de la salle de cinéma, recomposer ce petit univers coupé du réel avec ce qui est montré. Une seule question demeure : pourquoi un film aussi maîtrisé dans sa forme et avec un tel pouvoir d'exorciser les démons intérieurs de l'Amérique consumériste et égoïste n'a-t-il pas fait retentir plus fort l'hallali d'un modèle épuisé ? Certes, le film a pu être réalisé et montré. Mais s'il n'est vu que par un public érudit et cinéphile, a-t-il réellement le pouvoir politique qu'il se propose ? Les salles ont trop souvent préféré jouer la carte du 3D, ignorant que toute action culturelle est un acte politique. « Nous sommes tous des monstres », explique Charlotte Rampling dans le film. C'est sans doute le mot d'ordre qui explicite la terreur empêchant les êtres d'agir avec sérénité, par peur de soi plus que des autres. La leçon cinématographique est donc la gratuité avec laquelle le film s'offre, lui, sans crainte, dans les petites salles où l'on peut encore le voir.

Par Morgan S. TROUILLET
Paris (75)

Life During Wartime, Todd Solondz (sortie française le 28 avril 2010) « L'autre Amérique ».
1. Entretien avec Michel Ciment du 5 septembre 2009 dans *Positif*, n°591 de mai 2010, p. 10.



Comité de rédaction :
Johann Cesa (42)
Thomas Chavigné (31)
Tunjaï Cilgi (64)
Jean-François Claudon (75)
Mehdi Dardouri (42)
Julien Guérin (77)
Anthony Gratacos (77)
Laurent Johanny (43)
Florent Haspel (42)
Morgan S. Trouillet (75)

Unité mensuel gratuit publié par l'Offensive Socialiste
Numéro 32 | Juin 2010
Courriel : offensive.socialiste@gmail.com
Maquette : Anthony Gratacos
Annonce :
(42) Nous cherchons un ou plusieurs dessinateur(s) humoristique
(77) (s) afin d'illustrer chaque mois l'actualité dans les colonnes
(43) d'Unité. Si vous êtes intéressés, merci de vous faire connaître
(42) par courriel (offensive.socialiste@gmail.com) ou de joindre
(75) Anthony au 06 19 77 64 08.

Lisez Unité,
le journal de
l'Offensive Socialiste

*et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur*

www.offensivesocialiste.wordpress.com

Marée noire dans l'éducation nationale !

Cette année 2010 est à marquer d'une pierre noire pour l'école. Bien avant l'arrivée dans le paysage français de la « crise financière », on connaissait déjà la détermination de Sarko&Co de mettre à mal notre système éducatif. Désormais, toutes les raisons sont utilisées pour détruire l'école publique.

La rentrée 2010 en lycée s'annonce rude pour les enseignants comme pour les élèves. Ces derniers devront essuyer les plâtres de l'improvisation et de l'absence de cadre national concernant l'application de la contre-réforme des lycées. Toutes les disciplines sont touchées par des diminutions du nombre d'heures hebdomadaires, en voie technologique comme générale. Tout est fait pour forcer les élèves à suivre une scolarité en 3 ans pour des raisons purement budgétaires et au risque d'emprunter des voies qui ne correspondent pas à ce qui est bon pour eux. Pour détricoter encore un peu plus l'école publique, une grande marge de manœuvre est laissée aux établissements.

Évoquant la « cure d'austérité », le ministère a envoyé aux recteurs un document de rationalisation des moyens dans l'éducation pour les rentrées 2011 à 2013. Il y transparait une logique tant imparable qu'implacable : augmenter le nombre d'élèves par classe permettra de réduire le nombre de postes d'enseignants. Mais, M. le ministre, comment peut-on avoir oublié pendant tant d'années qu'il suffisait de bourrer les salles de classe pour diminuer les coûts ? Pourquoi ne pas carrément ramener l'âge de fin de scolarité obligatoire à 10 ans ?

Dès la rentrée prochaine, dans le premier comme dans le second degré, les nouveaux lauréats des concours d'enseignement seront lâchés dans les classes sans formation initiale avec un service de 16 h devant les élèves, au lieu de 6 h maximum auparavant. Comme si la réussite au concours de recrutement garantissait leur aptitude à l'enseignement, ces nouveaux collègues devront apprendre le métier seuls, tout en assurant un service quasi-complet.

Dans le même temps, les élèves seront amenés à côtoyer des étudiants non-initiés durant la même année scolaire et à plusieurs reprises. En

effet durant les quelques semaines de formation accordées pour les stagiaires dans l'année, ceux-ci seront remplacés par des étudiants de Master qui effectueront leur stage en responsabilité. On estime à 1 million le nombre d'élèves qui se retrouveront dans cette situation.

Ce sacrifice de la formation des enseignants entrainera une dégradation des conditions de travail des élèves, des situations de grand stress pour les stagiaires qui engendreront à coup sûr des démissions. Cette décision est tellement bancal que même certaines inspections ne sont pas capables de répondre aux interrogations à ce sujet. Rajoutons à cela que les postes réservés aux stagiaires bloquent les possibilités de mutation des titulaires et que 75 % des demandes de mutation ne seront pas satisfaites...

Le gouvernement choisit une nouvelle fois de brader la formation des enseignants pour « gagner » des postes. Les enseignants étant majoritairement en désaccord avec ces mesures, nombre d'entre eux refusent de devenir les enseignants « tuteurs » sensés soutenir les stagiaires. Aussi, la situation en septembre prochain risque d'être explosive. Déjà les inspecteurs de l'éducation nationale exercent des pressions multiples auprès des titulaires pour qu'ils assurent ce « tutorat ». Ce compagnonnage, proposé par le ministère sans qu'aucun fonds ne soit débloqué, ne peut sérieusement remplacer une formation qui devrait préparer les stagiaires à faire face à un métier en transformation.

Assénés de coups de toute part, les enseignants doivent aujourd'hui faire face à l'annonce de la contre-réforme des retraites. Conscients du cynisme du gouvernement qui souhaite passer en force en jouant sur le calendrier, ils seront dans la rue dès le 24 juin, puis le 6 septembre avec tous les salariés du privé et du public !

Par Laurent JOHANNY
Le Puy en Velay (43)